



Le mot de la
Présidente

n° 9 – 2011

Sommaire

Le mot de la Présidente.....	p. 1
Le Recteur de l'université libanaise.....	p. 2
Conférence inaugurale.....	p. 2
Le vice-Recteur de l'AUF.....	p. 4
Nouvelle dynamique de coopération.....	p. 5
L'armoire de TP de Physique.....	p. 6
Compétences d'un direct. de recherche...	p. 7
Annonce du prochain Colloque.....	p. 8
Bulletin d'adhésion CIRUISEF.....	p. 8

Mes cher(e)s Collègues

Notre Colloque de Beyrouth, en novembre 2010, a beaucoup apporté à notre réflexion générale sur le domaine scientifique. Les conséquences (risques et avantages) de la fragmentation de la recherche sur les enjeux sociétaux ont été évaluées, pesées et débattues.

Nous retiendrons de ce colloque que nous sommes en pleine mutation. L'activité scientifique a pour principal but de nous rendre le monde intelligible, de créer des concepts et d'en tester la pertinence avec pour principales conséquences de mettre au point des outils aidant au développement durable et harmonieux de la société humaine et de la planète. Mais au fil des années, de nombreux scientifiques se sont installés dans **l'illusion d'une neutralité** par rapport aux pouvoirs économiques, idéologiques et politiques. Et, l'hyperspécialisation des chercheurs a entraîné une telle fragmentation du savoir et de telles forces centrifuges que les pouvoirs publics s'en sont émus. « La Société réclame de nouveaux processus d'échanges, de dialogues et de débats dans lesquels soient préservés l'équilibre et la légitimité de tous les savoirs » écrivait Edgar Morin, déjà, en 2004.

Une double responsabilité incombe désormais aux chercheurs : celle classique de contribuer à la connaissance et celle nouvelle de se sentir comptable des bienfaits et des risques que le progrès scientifique engendre. L'objectif est de renforcer la capacité analytique, prospective et critique,

tout en assumant de façon plus transparente les controverses et les risques liés au progrès scientifique. Ce dispositif devrait ainsi permettre d'anticiper, de façon plus performante, les enjeux sociaux et économiques de demain. **Nos travaux ont montré tout l'intérêt de l'interdisciplinarité réunie dans un même pôle.**

La recherche scientifique n'a d'avenir que si elle organise et installe le multiple, la rencontre à plusieurs, si elle invite à une nouvelle dynamique, à la réelle appropriation de tous et par tous et au réel partage des bénéfices et des valeurs. Elle n'a d'avenir que si elle accorde de plus en plus d'intérêt aux projets à conception, à gestion et à bénéfices partagés.

Cette philosophie et cette éthique nouvelles reposent sur la générosité et sur le respect de l'Autre, nous a rappelé Bonaventure Mve Ondo.

Et dans ce contexte, il est opportun de penser de nouveaux outils, afin de privilégier l'échange des savoirs entre chercheurs et citoyens, d'éclairer l'opinion publique, notamment dans les domaines où les attentes se font les plus pressantes comme l'énergie, le climat, la santé, la nutrition, la préservation de l'environnement et de la biodiversité, Internet, les nanotechnologies, la chimie verte et durable, etc.

Bien cordialement à tous.

Evelyne Garnier-Zarli



Colloque CIRUISEF, Beyrouth 2010

Quelques points forts du Colloque de Beyrouth

Extraits de l'allocution de Zouheir Chokr

Recteur de l'Université Libanaise

Notre Université a la fierté d'organiser dans son campus à Hadath le présent colloque international de la CIRUISEF, et ceci pour la première fois depuis le début de ses cycles de conférences en 2005. Je suis honoré d'accueillir les participants venant de plus de 27 pays de notre espace francophone.

La qualité des scientifiques francophones demeure exceptionnelle et je souhaite que nous puissions devenir compétitifs au niveau international dans plusieurs domaines scientifiques et spécifiquement ceux ciblés par le présent colloque. Beaucoup de visionnaires m'ont précédé à nier la coupure entre Science au Nord et Science au Sud. Aujourd'hui je me joins fortement à eux en incitant notre nouvelle structure de l'Université Libanaise à concrétiser la coopération scientifique pour le développement et la recherche scientifique afin de combler le *gap* technologique existant et séparant à partir de la méditerranée deux parts du monde.

Depuis des années, on n'a connu que le transfert technologique vers notre région, mais grâce à plusieurs actions européennes et francophones dont celle particulière de la CIRUISEF, nous avons commencé à réfléchir sur le point de partage des connaissances, sur la création concrète d'un réseau régional pour le recherche scientifique conçu par plusieurs, comme étant un espace de médiation interdisciplinaire.

La nécessité de l'interdisciplinarité devient de plus en plus pressante dans les activités de recherche, en gouvernant l'une des dimensions les plus importantes de l'espace de médiation, la méthodologie de travail. Les sociologues, afin de comprendre l'inter et la trans-disciplinarité et leurs effets sur le développement socio-économique national, relèvent d'importantes questions épistémologiques qui permettent de cadrer l'espace de la recherche scientifique. Ces questions portent de profondes réflexions sur la logique de l'invention scientifique. En effet, ce sont des actions successives qui permettent à différents chercheurs, portant un bagage culturel différent, à se mettre ensemble pour définir des thèmes fondamentaux communs, concrétiser les concepts, hypothèses, méthodes et orientations conjointes des activités de recherche.

Si nous réussissons cette rencontre sur la réflexion des positions ontologiques des sciences contemporaines et les postulats fondamentaux du statut de la connaissance, nous arriverons à mieux bâtir cet espace de médiation interdisciplinaire pour le développement et la coopération de la recherche scientifique.

Extraits de la conférence de Jean Audouze

Astrophysicien, Directeur de Recherche émérite au CNRS
Président de la Commission Nationale Française pour l'Unesco

Les hommes n'ont jamais été aussi nombreux : de 2 milliards dans les années 1950, nous sommes maintenant près de 7 milliards 60 ans après et la population mondiale devrait culminer à 9 ou 10 milliards d'individus autour des années 2050. Les problèmes de santé, de protection de l'environnement, d'accès à l'eau potable et aux énergies, de bien vivre et bien être vont devenir encore plus préoccupants. Par ailleurs, les différents pays sont soumis à des conditions économiques et naturelles très contrastées : à côté des Etats-Unis qui consomment chaque année les disponibilités de 27 « terres » et les Européens celles de 3 « terres », 2 milliards d'êtres humains vivent en situation de pauvreté et la faim affecte près d'1 milliard d'entre eux.



Matar Seck, Recteur de l'université de Bambey et **Jean Oudouze**
Président de la Commission Nationale Française pour l'Unesco

Il est donc naturel et évident de se tourner vers la recherche scientifique pour espérer trouver des solutions à toutes ces préoccupations et ce d'autant que l'économie et la productivité d'un pays sont directement liées depuis toujours aux efforts de recherche qu'il entreprend.

Le monde universitaire est donc interpellé à ces sujets : il lui revient de s'organiser et de réfléchir pour faire en sorte que cette activité essentielle aujourd'hui soit aussi pertinente et efficace que possible.

Un chercheur débutant ou confirmé observe, classe et expérimente : « une expérience scientifique est une expérience qui contredit le sens commun » selon Gaston Bachelard. Il conçoit, il théorise, il modélise ; il s'applique à donner du sens à ce qu'il observe ou expérimente. Il explore, il invente ; de temps en temps, il découvre. Les mots d'originalité, d'inventivité, de rigueur, d'opiniâtreté et d'objectivité s'appliquent également au chercheur capable d'apporter des contributions significatives dans le domaine qu'il a choisi d'aborder.

La recherche est donc une démarche qui doit « sortir des sentiers battus » et qu'il convient néanmoins d'organiser. Elle ne s'apprend que très rarement à l'école¹ où l'élève est formé à résoudre des problèmes posés par l'enseignant et non à formuler lui-même son questionnement : la recherche consiste, de fait, à être capable de se poser les « bonnes questions ». Il faut faire preuve à la fois d'audace intellectuelle et en même temps se méfier de sa subjectivité et de celles des autres ; il faut avoir l'esprit ouvert aux nouvelles idées mais aussi les soumettre à un examen exigeant et rigoureux.

Les recherches dans les disciplines comme les mathématiques ou les sciences humaines et sociales, qui ne requièrent pas d'équipements ou d'appareillages importants, peuvent avoir un caractère individuel. Ce n'est pas le cas pour les autres, en particulier pour les sciences du très grand (les sciences de l'Univers) ou du très petit (nanotechnologies, physique atomique et nucléaire, physique des particules) qui exigent généralement la constitution d'équipes parfois fort nombreuses...//....

Le seul point vis-à-vis duquel des progrès significatifs demeurent à accomplir est de s'engager davantage vers le traitement de sujets pluri ou interdisciplinaires (les chercheurs demeurent encore trop spécialisés et peu au fait des résultats obtenus dans les disciplines voisines dont ils ne comprennent que trop peu les évolutions).

La synthèse du colloque est publiée chez
l'Harmattan, collection géopolitique, 2011

**Les risques de la fragmentation de la
recherche scientifique sur les enjeux
sociétaux
avec**

les grands enjeux scientifiques du XXI^e siècle
Ghislain de Marsily : Les enjeux de l'eau,
Michel Robert : Les défis et les enjeux de la société numérique,
Dominique Gentile : Les enjeux énergétiques,
Etienne Guyon : Matières et matériaux,
Mario El Tahchi : Les nanotechnologies
et la présentation de pôles de recherche performants partout dans l'espace francophone.

Les enjeux de la recherche scientifique sont importants et nombreux. Ils concernent d'abord l'accroissement des connaissances d'un point de vue éducatif et culturel. C'est le cas, évidemment, pour des disciplines telles que l'archéologie ou l'astronomie mais c'est vrai pour l'ensemble des sciences qu'elles soient mathématiques, naturelles,

humaines ou sociales. De plus, grâce à ses applications, elle est aussi à l'origine des inventions et de toutes les innovations à caractère technique : son rôle dans l'économie est indéniable. Parmi tous les exemples possibles, j'aime citer le cas du laser qui a été imaginé dans des laboratoires d'optique quantique fondamentale et qui a révolutionné dans ses innombrables déclinaisons les modes de vie de tous. D'ailleurs, un pays donné constate que sa « santé » économique est strictement corrélée aux efforts de recherche qu'il consent. Ce n'est pas un hasard si les recherches américaines ou japonaises sont particulièrement performantes et si les pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie et la Corée consacrent d'immenses efforts dans toutes les disciplines scientifiques.

La recherche ne doit pas seulement constituer un enjeu de connaissances indiscutable. Elle doit aussi répondre aux principales préoccupations des différentes sociétés humaines : maintien de la santé, lutte contre les épidémies et les maladies majeures (cancer, infections, SIDA...), protection de l'environnement et de la biodiversité, gestion et accès aux énergies et à l'eau potable, prévention des désordres climatiques et des catastrophes naturelles, amélioration de la qualité de la vie et des moyens de circuler et de communiquer. Elle est aussi encouragée par les impératifs de défense militaire : la radioastronomie a dû son essor à l'invention des radars pendant la 2^e Guerre Mondiale ; le Ministère de la Défense américain joue un rôle irremplaçable dans le développement de la recherche civile de ce pays.

Enfin, cette activité constitue un enjeu politique majeur puisqu'elle est l'un des éléments clés affirmant la place d'un pays ou d'une région dans la compétition internationale. **L'importance accordée par la classe politique aux différents classements (Shanghai ou autres) témoigne concrètement de ce dernier enjeu.**



Ali Mneimneh, Doyen de la Faculté des Sciences
Zouheir Chokr Recteur de l'Université Libanaise
Zeinab Saad, Doyen de l'Ecole doctorale Sciences et Technologie

¹ Les classes françaises dans lesquelles les élèves participent à l'opération « La main à la pâte » initiée par G. Charpak, P. Léna et Y. Quéré, tous trois de l'Académie des Sciences, sont encore peu nombreuses !

Extrait de la Conférence de Bonaventure Mve-Ondo

Vice-recteur de l'AUF

Je partirai d'une évidence : la science a été et demeure l'un des moteurs de la modernité occidentale. Non seulement elle a contribué, au fil des siècles, à infléchir l'histoire des hommes, mais encore elle s'est inscrite dans le grand mouvement prométhéen de la maîtrise de la nature. En tant que « *ordre de vérité* »², guidé à la fois par une incessante quête d'ordre, d'assurance et de stabilité, celle-ci a oscillé en permanence entre le besoin de vérité et le doute, entre le souci de la certitude et le caractère indéfini des incertitudes. Mais aujourd'hui, qu'est-elle devenue? Quels sont les principes qui la gouvernent? Qu'entend-on désormais par recherche scientifique ?

On le sait, la science connaît aujourd'hui une double crise interne. Le premier volet de celle-ci vient du fait que le modèle de vérité sur lequel elle s'est construite, à savoir l'idéal grec de l'*épistémè*, n'est plus déterminant. Pour ne prendre que l'exemple des mathématiques, la découverte des géométries non-euclidiennes et la crise de l'axiomatique ont abouti à une sorte de relativisme ou plus exactement à un changement de paradigmes³. Le second volet est lié à son caractère de plus en plus technologique. Volet qu'analyse si bien l'essayiste Jean-Claude Guillebaud et qui fait que, « *soumise aux impératifs prioritaires du marché, l'ancienne quête de connaissance a changé de nature* ». **La science n'est plus désintéressée**, ses découvertes sont devenues des biens privés. « La mise sous brevet de chaque « trouvaille » aboutit à privatiser la recherche scientifique, tout en formatant ses programmes, afin qu'ils conviennent aux seuls calculs financiers.

En consacrant une économie de l'avoir au détriment d'une économie de l'être, la mondialisation détruit toute référence à l'homme, à la culture, à la société et au monde et sans responsable avéré dont on voit aujourd'hui, avec la crise de l'économie mondiale, les conséquences, les incohérences et les bévues⁴.

Jusqu'ici, suivant une tradition héritée des « Lumières », le progrès découlait de décisions humaines. Il postulait une volonté, une ambition, un rapport au monde et surtout le choix d'une direction ou d'une orientation, au sens où Kant en faisait d'abord le lieu d'une « critique », d'une « autocritique de la raison ». L'objectif premier de la science et des savants était de travailler à la réalisation du bonheur humain. Or, aujourd'hui le changement de contexte est patent : on est passé d'une science et d'une technique au

service de l'homme à une science déshumanisée, désocialisée et dé-civilisée. La question qui se pose aujourd'hui est désormais incontournable et primordiale : comment redonner sens à la recherche interuniversitaire, à une recherche qui profite au plus grand nombre ? Comment refonder la recherche ? **Comment en faire un outil décisif pour le partage du savoir et du développement dans un monde multipolaire ?**

Pour lancer un tel débat, il nous paraît tout d'abord incontournable de rappeler que la science, aujourd'hui et plus que jamais, ne saurait se soustraire aux questions. On le sait, la véritable recherche scientifique interuniversitaire n'est possible que si elle repose avant tout sur la volonté de lutter contre l'entropie naturelle qui veut que la science, comme toute richesse, ait naturellement tendance à devenir de plus en plus la propriété d'un cercle fermé. Elle n'est possible que si elle est, pour reprendre l'expression de Senghor, le lieu « du donner et du recevoir », le lieu de la rencontre vraie.

Comment sortir des logiques de domination qui consacraient l'échange inégal et le non-développement d'une grande partie du monde ?



Beyrouth 2010

Une véritable recherche interuniversitaire n'est possible que si elle se fonde autour de deux concepts majeurs : **l'interdépendance et le partenariat.**

En réalité, le changement est amorcé. Le monde qui vient reposera sur le partage et la responsabilité. Dès aujourd'hui, il ne s'agit plus de découvrir pour soi-même, mais de plus en plus de partager les savoirs, de participer à leur co-construction. Le « nationalisme » universitaire est de moins en moins la règle. À l'impérialisme des lieux de production des savoirs du nord se substitue de plus en plus un espace en réseaux, fait d'arborescences et complexe. L'espace universitaire et scientifique de demain sera de plus en plus hybride, sera fait d'ouvertures. Il sera transculturel ou métis, c'est-à-dire double, triple ou quadruple, etc. La nouvelle recherche scientifique interuniversitaire travaillera dans des secteurs et sur des thématiques où existe une réelle interdépendance, où ce

² Le regretté Paul Ricoeur distinguait trois ordres de vérité : celui de l'éthique, celui de l'art et celui de la science et montrait que dans chacun d'eux était installé une tension entre dogmatisme et problématisation. *Histoire et vérité*, Seuil, 1955.

³ T. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion (Champs), 1983 [1962].

⁴ L'économiste René Passet soulignait déjà, dans *L'illusion néolibérale*, la folie d'un tel système, cité par Gérard Huber, *Anatomie de la séparation*, De Boeck Université, 2002, p. 154.

qui est important, c'est ce qui relie et ce qui travaille chacun de l'intérieur. Cette recherche se fait et se fera avec des institutions, des programmes et des activités où il est susceptible à chacun d'apporter des solutions et d'intéresser toutes les parties concernées. Chaque acteur qui y participe choisit de se faire accepter et de se faire respecter par les autres.



Beyrouth 2010

Pour que cela soit possible, il faut mettre en place des dispositifs fiables, stables, crédibles et acceptés par tous. C'est sur ces principes que l'Agence (AUF) a construit depuis 2001 sa réputation à travers la gestion de ses projets de coopération scientifique interuniversitaire (PCSI), de ses pôles d'excellence régionaux (PER) et de ses mobilités. Certes, ces programmes prennent en compte les fractures entre le nord et le sud, entre le Centre et la périphérie. Mais ils vont plus loin. Ils insistent plus fortement sur la cohérence et la nécessaire connexion entre le projet d'une institution particulière et celui du réseau. La construction d'une société mondiale de la connaissance véritablement partagée et qui prenne appui sur la diversité culturelle n'est possible qu'à ce prix. **Elle doit être fondée sur des valeurs de solidarité** (et non de charité-alibi) et de partage des valeurs, des savoirs et des compétences.

Car il s'agit d'inventer un nouveau monde, un monde où les hommes pourront enfin apprendre à construire entre eux plus de ponts que de murs.



Comment organiser et développer la recherche scientifique sud-sud et nord-sud

Création d'une nouvelle dynamique de coopération.

Rupture et continuité

Les grandes orientations proposées :

- Repenser la coopération
- Définir une stratégie, puis les moyens et les apports de chacun
- Considérer un horizon lointain, une prospective
- Souligner notre responsabilité individuelle et collective

Cette démarche est complexe, en effet, pour être efficace la stratégie que nous devons promouvoir doit s'inscrire à la fois dans la CONTINUITÉ mais également en RUPTURE avec la politique de coopération actuelle.

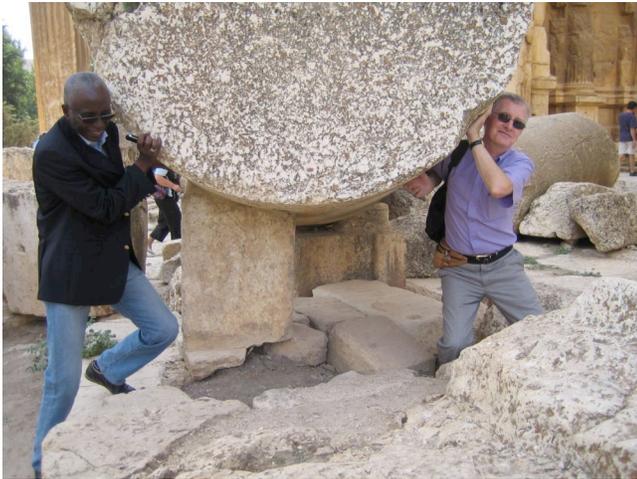
Concernant, la continuité, il s'agit notamment de pérenniser les engagements réciproques et de bénéficier de la dynamique insufflée par un large nombre d'actions de coopération scientifiques en cours.

Concernant la rupture, il est clair que dans ce monde globalisé où la création de connaissance et l'innovation conditionnent l'avenir de nos sociétés, une rupture de démarche opérationnelle est indispensable et doit associer l'ensemble des pays francophones.

Cet immense défi ne pourra être relevé que si la politique de coopération scientifique est réellement co-élaborée, co-construite, co-financée, co-pilotée, co-évaluée par tous les pays francophones prenant en compte les différentes situations économiques et de développement de ces pays. Le succès de cette stratégie de coopération scientifique dépend du rôle que joueront les scientifiques dans sa définition et sa mise en œuvre.

Les propositions des scientifiques des universités francophones :

Les universités se proposent de renforcer le soutien direct à des équipes de recherche et d'organiser des RESEAUX plus larges. L'ensemble de la communauté scientifique francophone est conscient que la pérennisation des actions de coopération, au moins à moyen terme, requiert un soutien majeur des pays du Nord. Par exemple, les directions des relations internationales des PRES français constituent des plateformes performantes pour construire de tels projets d'envergure et les soumettre utilement aux appels d'offre de financements nationaux et européens. Ce nouveau paradigme se décline en deux points majeurs : *premièrement*, il s'agit de promouvoir l'émergence de pôles d'excellence régionaux francophones notamment en Afrique et au Moyen Orient via le financement de projet de structures intégrées ; *deuxièmement*, la labellisation de partenariats et le jumelage des équipes de recherche sont recommandés pour associer plus étroitement les partenaires institutionnels et ainsi renforcer la pérennité des actions engagées.



Nous pourrions imaginer...les membres du bureau Ciruisef, portant la francophonie scientifique... lors de la sortie culturelle de Balbek !!

Les pays du sud, doivent devenir, plus qu'aujourd'hui, des initiateurs et acteurs de la coopération scientifique.

Plusieurs innovations sont proposées par les pays :

- promouvoir la VAE (validation des acquis de l'expérience) au niveau doctoral,
- mise en place d'une nouvelle politique d'attribution de bourses de thèses en co-tutelle et de séjour bilatéraux est également proposée,
- aide à la mise en place d'écoles doctorales dans les universités puis de la formation de collègues doctoraux thématiques régionaux, amorcée au Liban, elle devrait être étendue sur l'Afrique.

Enfin, la mise en œuvre de projets dans une convergence sociétale, incluant les attentes en termes de développement économiques, d'emploi, de développement durable (etc.), est indispensable. Elle est essentielle pour que ces projets puissent être mis en place dans les pays du sud et cette obligation se généraliser à l'ensemble de la planète.

L'ambition des universitaires scientifiques est la mise en place d'un véritable **CO-développement de la francophonie**.

Deux grands axes peuvent être dégagés : le développement de la coopération sud-sud et une rénovation de la coopération nord-sud attentive aux attentes du sud.

L'ensemble de la communauté universitaire est convaincue que le développement d'actions sud-nord est primordial pour renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté francophone et est un maillon essentiel pour promouvoir les échanges scientifiques et l'équité entre les acteurs de la coopération scientifique francophone. Une demande majeure concerne la contribution de l'AUF pour des actions bi- ou multilatérales sud-sud. Ce domaine requiert un effort de lisibilité important en terme de compétences des chercheurs, en particulier dans les pays du sud en prenant en compte qu'il existe plusieurs « sud ». Cette diversité est un élément fondamental, et une véritable richesse, pour promouvoir la coopération universitaire et

scientifique dans la francophonie. La prise en compte de cette diversité des « sud » conduit à proposer la création de conditions favorables pour promouvoir une collaboration plus forte entre le Maghreb et le reste de l'Afrique francophone. La coopération sud-sud devrait également être promue par le développement d'actions incitatives internes au Sud. Dans ce contexte, les regroupements sont nécessaires et les projets d'écoles doctorales thématiques régionales vont dans le bon sens. Il faut cependant organiser des rencontres plus fréquentes pour que les acteurs se connaissent mieux...

Une coopération nord-sud rénovée requiert une refonte majeure des actions prioritaires à mener.

- La formation des jeunes scientifiques du sud est un de ces axes majeurs. **Les chercheurs du nord doivent être informés et responsabilisés** afin qu'il proposent aux doctorants des sujets de thèses en adéquation avec les préoccupations socioculturelles des pays du sud.

- Le maintien en place des chercheurs du sud est un élément clef du développement de ces pays, et pourrait notamment être promu par des thèses en cotutelles dont 1/3 au plus du temps de préparation pourrait se dérouler au nord.

Un des rôles de l'AUF serait d'aider les équipes du sud à répondre aux appels à projets internationaux. Les financements obtenus permettraient en particulier de créer des plateformes techniques à rayonnement régional, comme celles que nous avons visitées à Beyrouth et Tripoli, et qui sont des outils indispensables au développement réel d'une recherche *in situ*.

Pour l'ensemble des actions envisagées, l'utilisation et le développement des technologies de l'information et de la communication doivent être renforcés.

Enfin la communauté scientifique, mobilisée pour organiser et développer la coopération au sein de la francophonie, est consciente que son action seule sera insuffisante, une volonté et un **engagement d'une même ampleur au plan politique des pays** est indispensable pour que ces projets soient couronnés de succès.

L'UNIVERSITE PARIS-EST-CRETEIL

propose

un séminaire de formation

Utilisation de

l'armoire de TP de Physique

(niveau Licence)

pour les enseignants et ingénieurs
physiciens

Janvier 2012

Contact : Pr Michel GOUET

mail : gouet@u-pec.fr

Quelles sont les compétences attendues chez un directeur de recherche ?

Un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des membres de la conférence. 207 réponses ont été retournées et distribuées de la manière suivante : directeurs = 136 et enseignants/chercheurs = 71 — Origine : France = 154 ; Canada = 2 ; Belgique = 18 ; Maghreb = 3 ; Afrique subsaharienne = 26 ; Moyen-orient = 4 — Types de structures ayant répondu : organismes de recherche = 25 % et universités = 75 %.

Secteurs disciplinaires : Mathématiques = 12 % ; Informatique = 18 % ; Physique = 8 % ; Géologie = 11 % ; Chimie = 20 % ; Biologie = 29 % ; Bio/informatique = 2 %

Le traitement des données a permis d'établir une hiérarchie des compétences attendues :

- 1- **Compétences de leadership**
- 2- **Capacité à se donner un projet**
- 3- **Compétences sociales et humaines**
- 4- Capacité à gérer un projet
- 5- Maîtrise des champs disciplinaires impliqués dans l'équipe
- 6- Capacité à se situer (localement, nationalement, internationalement)
- 7- Compétences de communication
- 8- Compétences administratives du pilotage de l'équipe

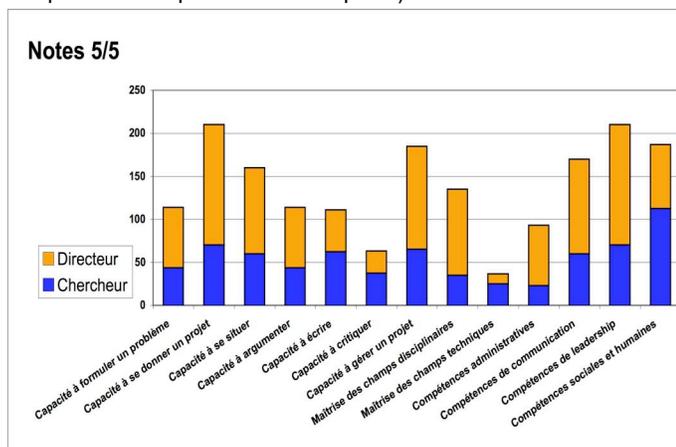
Puis :

Capacité à formuler un problème

Capacité à argumenter

Capacité à critiquer

Capacité à écrire (l'activité d'écriture met en œuvre des compétences et permet d'en acquérir).



Pour exemple : cumul de la note maximale 5 distribuée par les participants.

Réponses ouvertes : autres compétences

- Capacité de bon « recruteur »
- Capacité à avoir une vision claire et sur le long terme du laboratoire
- Compétences à motiver son équipe
- Humilité
- Ambition

Le leadership⁵ (anglicisme répandu en français européen ainsi qu'au Canada), ou la chefferie (français québécois et africain) d'un individu est : au sein d'un groupe ou d'une collectivité, la relation de confiance qui s'établit entre cet individu et la majorité des membres de ce groupe ou de cette collectivité dans la poursuite d'un objectif partagé. Cette relation est réciproque (le leader doit autant avoir confiance dans le groupe que la majorité du groupe a confiance en lui). Elle se manifeste par sa capacité à fédérer et à mobiliser les énergies autour d'une action collective. Elle se traduit par une élection formelle ou informelle, explicite ou implicite, au cours de laquelle la majorité des membres du groupe reconnaît un des leurs comme le leader (chef) légitime et lui délègue son pouvoir de décision (leur liberté de décider).

Deux fonctions ont un rôle majeur dans une structure universitaire ou appartenant à un organisme public de recherche. Il s'agit de celle de directeur de laboratoire ou d'unité de recherche et de directeur de thèse. Le directeur de laboratoire devrait disposer de la même liberté d'action qu'un dirigeant de PME. Les actions du directeur de thèse, qui choisit ses doctorants et les sujets qu'il leur confie et dont la tâche principale est de déterminer les axes de recherche à fort potentiel et de stimuler les qualités intrinsèques de ses élèves, revêtent également une importance considérable. Les responsables de la recherche ont un impératif, celui de savoir détecter et encourager les scientifiques exceptionnels. La recherche scientifique, dans quelque domaine que ce soit, est essentiellement une activité « élitaire » ! Un seul brillant chercheur fait avancer davantage la science qu'une armée de scientifiques « convenables » (Jean Audouze 2010).

En conclusion, un directeur de laboratoire doit cumuler un large spectre de compétences : tant scientifiques et réflexives, que managériales et humaines !



Ali Mneimneh, Doyen de la Faculté des Sciences - **Evelyne Garnier-Zarli**, Présidente de la Ciruif - **Zouheir Chokr** Recteur de l'Université Libanaise - **Hassan Mneimneh**, Ministre de l'Education Nationale de l'Enseig. Supérieur - **Bonaventure Mve-Ondo**, vice- Recteur de l'AUF - **Zeinab Saad**, Doyen de l'Ecole doctorale Sciences & Technologie

⁵ Ressources Internet : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Leadership>

PROCHAIN COLLOQUE

Colloque placé sous le Haut Patronage
de M. le Premier Ministre François Fillon

Le partenariat

Entreprises-Universités :
la clef de l'innovation et de l'insertion
professionnelle des diplômés
SCIENTIFIQUES francophones.

Du 21 au 24 novembre 2011
Université de Montpellier 2
Faculté des Sciences

50^{ème} anniversaire de l'AUF
Les rencontres CIRUISEF

Le colloque vise quatre objectifs spécifiques :

1. faire le point sur l'état de la coopération université-entreprise dans les différents pays de l'espace francophone, les bonnes pratiques de celle-ci, ses enjeux et les obstacles rencontrés
2. définir les besoins pédagogiques en termes de connaissances et compétences par grands domaines disciplinaires ainsi que les capacités d'insertion professionnelle aux niveaux L, M et D
3. définir les besoins en recherche des régions et les capacités de transferts de technologie de l'université vers les entreprises existantes ou à implanter
4. avec les acteurs et les décideurs, formuler des propositions concrètes de coopération université-entreprise pour les grandes régions de l'espace francophone.

CIRUISEF – Bulletin 2011

- adhésion
 renouvellement d'adhésion
(150 euros)

Nom du Directeur/Président/Doyen :

Prénom :

Université :

Faculté/Institut/Ecole :

Adresse :

Pays :

Tél :

Fax :

Mail :

1- A l'étranger, règlement par virement bancaire à la banque SOCIETE GENERALE Paris Sorbonne, 27 Bd Saint Michel – 75 005 Paris (France), cf le secrétariat Ciruisef.

2- En France, règlement par bon de commande

3- Règlement lors de votre visite à la CIRUISEF

Retourner dans les 3 cas le formulaire d'adhésion dûment complété par courrier (accompagné de votre bon de commande pour les Facultés françaises) ou par mail et/ou fax pour les autres pays à :

CIRUISEF
Université Paris Est-Créteil
Faculté des Sciences et Technologie
61 avenue du Général de Gaulle
94 000 Créteil (France)
Tél : 00 (33) (1) 45 17 16 58 (secrétariat)
Fax : 00(33)(1)45 17 19 99

Directeur de la publication :
Evelyne Garnier-Zarli
CIRUISEF – réseau de l'AUF
Parution mai 2011

AGENCE
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOPHONIE

<http://ciruisef.com>

CIRUISEF - Sciences et Technologie en Francophonie - réseau institutionnel de l'AUF
association de loi française 1901 à but non lucratif (déclaration du 23 janvier 1989 et du JO. du 3 avril 2004
N°SIRET 498 074 855 00012 - code APE 913 E)

